

**AVIS DE VACANCE**

**EXPERT NATIONAL DETACHE A LA COMMISSION EUROPEENNE**

|  |  |
| --- | --- |
| **Intitulé du poste:**  (DG-DIR-UNITE) | **FISMA-E-3** |
| **Chef d’unité .:**  **Adresse e-mail :**  **Téléphone :**  **Nombre de postes disponibles:**  **Prise de fonction souhaitée :**  **Durée initiale souhaitée :**  **Lieu d’affectation :** | **Ralf Jacob**  **[Ralf.Jacob@ec.europa.eu](mailto:Ralf.Jacob@ec.europa.eu)**  **+32 2 29 90483**  **1**  **3ème trimestre 2022[[1]](#footnote-1)**  **2 ans1**  **☒** **Bruxelles** □ **Luxembourg** □ A**utre: ……………..** |
|  | **☒  Avec indemnités** □  **Sans frais** |
| **Cet avis est également ouvert**  ⌧**aux pays AELE suivants :**  ⌧ **Islande** ⌧ **Liechtenstein** ⌧ **Norvège** □ **Suisse**  □ **Accord AELE-EEE in-Kind (Islande, Liechtenstein, Norvège)** □**aux pays tiers suivants:**  ⌧**aux organisations intergouvernementales suivantes: BIS, IMF, OECD** | |

**1. Nature des fonctions**

L'Unité 'politique macroprudentielle' (FISMA E.3) a pour mission de développer une meilleure compréhension des risques systémiques et à promouvoir des réponses appropriées de la politique macroprudentielle dans l'UE. Son travail est ainsi complémentaire à celui d'autres unités de la DG FISMA qui sont en charge de la règlementation et surveillance microprudentielle (qui vise la solidité financière d'institutions financières individuelles). L'unité

- observe et analyse les tendances économiques et financières au niveau mondial, de l'UE et des Etats membres afin d'identifier des sources potentielles de risques systémiques pouvant nécessiter des mesures atténuantes;

- contribue à la formulation, mise en œuvre et surveillance des politiques macroprudentielles au niveau de l'UE et des Etats membres et mènera, au cours de deux années à venir, une revue majeure du cadre macroprudentiel de l'UE.

Le poste offre une opportunité de contribuer au développement des politiques macroprudentielles dans l'UE notamment

- en participant à la revue du cadre réglementaire macroprudentiel du secteur bancaire, ce qui implique des échanges avec les principaux intéressés, la préparation de rapports analytiques, notes politiques, évaluations et analyses d'impact et l'élaboration de propositions législatives;

- en contribuant au travaux du Comité européen du risque systémique (European Systemic Risk Board, ESRB) dans des groupes d'experts et de travail qui analysent des risques financiers systémiques (par exemple liés aux marchés immobiliers, institutions financières non-bancaires, risques informatiques et finance numérique, changement climatique) et rédigent des rapports et recommandations politiques;

- en proposant des lignes politiques pour des discussions sur les questions macroprudentielles dans des forums internationaux tel que le Conseil de stabilité financière (Financial Stability Board, FSB) et le Comité de Bâle;

- en surveillant la mise en œuvre et l'application du cadre macroprudentiel dans les Etats membres (utilisation réelle des coussins de capitaux macroprudentiels et d'autres instruments) et en examinant la conformité de certaines mesures nationales avec la directive et le règlement sur les exigences de fonds propres (CRD/CRR);

- en coopérant avec d'autres unités de la DG FISMA afin d'assurer que la perspective du risque systémique est pris en compte de manière adéquate dans leurs domaines politiques respectives (par ex. assurance, gestion d'actifs financiers, banque, finance durable, finance numérique, titrisation, systèmes de compensation et règlement, produits dérivés).

Vous rejoindrez une équipe multidisciplinaire et engagée d'économistes, experts financiers et juristes et on attendra de vous d'établir des relations de travail étroits et constructives avec d'autres collègues à la DG FISMA et autres DGs de la Commission et dans les autorités européennes de surveillance, ainsi qu'avec des employé(e)s d'organisations internationales.

**2. Qualifications requises**

**a) Critères d'éligibilité**

Les critères d'éligibilité doivent être obligatoirement remplis par l'END pour être détaché auprès de la Commission. Par conséquent, le candidat qui ne remplirait pas tous ces critères serait automatiquement éliminé de la procédure de sélection.

• Expérience professionnelle : posséder une expérience professionnelle d'au moins trois ans dans des fonctions administratives, judiciaires, scientifiques, techniques, de conseil ou de supervision, à un grade équivalant au groupe de fonctions administrateur AD;

• Ancienneté de service : avoir une ancienneté d'au moins un an auprès de son employeur, c'est-à-dire être employé depuis au moins un an par un employeur éligible au sens de l'article 1 de la décision END, dans un cadre statutaire ou contractuel avant le détachement;

• Compétences linguistiques : avoir une connaissance approfondie d'une des langues de l'Union européenne et une connaissance satisfaisante d'une autre langue de l'Union européenne dans la mesure nécessaire aux fonctions qu'il est appelé à exercer. L'END d'un pays tiers doit justifier posséder une connaissance approfondie d'une langue de l'Union européenne nécessaire à l'accomplissement des tâches qui lui seront confiées.

**b) Critères de sélection**

Diplôme

- diplôme universitaire ou

- formation professionnelle ou expérience professionnelle de niveau équivalent

dans le(s) domaine(s) : : Economie, finance ou droit.

Expérience professionnelle

Dans les domaines de la stabilité financière, conception et la conduite de politique macroprudentielles, mise en œuvre de la réglementation et des politiques financières de l'UE visant à réduire les risques d'instabilité financière.

Langue(s) nécessaire(s) pour l'accomplissement des tâches

Une bonne maitrise de l'anglais est un prérequis pour le poste. La connaissance d'une autre langue officielle de l'Union est un atout.

**3. Soumission des candidatures et procédure de sélection**

Les candidats doivent envoyer leur candidaturesous format **CV Europass** (<http://europass.cedefop.europa.eu/fr/documents/curriculum-vitae>)en français, anglais ou allemand **uniquement à la représentation permanente / mission diplomatique de leur pays auprès de l'UE**, qui la transmettra aux services compétents de la Commission, dans les délais fixés par ces derniers. Le CV doit obligatoirement mentionner la date de naissance et la nationalité du candidat. **Le non-respect de cette procédure ou des délais invalidera automatiquement la candidature.** Les candidats sont priés de ne pas joindre à leur candidature d'autres documents(tels que copie de carte d'identité, copie des diplômes et attestations d'expérience professionnelle, …). Ces documents leur seront demandés, le cas échéant, à un stade ultérieur de la procédure de sélection.

Les candidats seront informés du suivi de leur candidature par l'unité concernée.

**4. Conditions du détachement**

Les détachements sont régis par la **décision de la Commission C(2008)6866 du 12/11/2008** relative au régime applicable aux experts nationaux détachés et aux experts nationaux en formation professionnelle auprès des services de la Commission (décision END).

L'END restera employé et rémunéré par son employeur durant toute la durée du détachement. Il restera également couvert par la sécurité sociale nationale durant son détachement.

Sauf pour les END sans frais, des indemnités de séjour peuvent être versées à l'END qui remplit les conditions, conformément à l'article 17 de la décision END.

Durant le détachement, l'END sera soumis aux obligations de confidentialité, de loyauté et d'absence de conflit d'intérêt prévues par les articles 6 et 7 de la décision END.

Toute déclaration incomplète ou fausse pourra entraîner le refus de la candidature.

Toute personne postée dans une **délégation de l’Union européenne** doit avoir une habilitation de sécurité (jusqu'au niveau SECRET UE/EU SECRET conformément à la décision de la Commission (EU – Euratom) 2015/444 du 13 mars 2015, OJ L 72 du 17.03.2015, p. 53). Le candidat choisi aura l’obligation de lancer cette procédure d’habilitation de sécurité avant d'obtenir la confirmation de son détachement.

**5. Traitement des données à caractère personnel**

Toute mise en œuvre de la procédure de sélection, de détachement et de fin de détachement des END aura pour effet le traitement, par les services compétents de la DG HR, du PMO, de la DG BUDG et de la DG concernée par le présent avis, de données à caractère personnel relatives à l'END, sous la responsabilité du chef de l'unité HR.DDG.B4. Ce traitement est basé sur la décision de la Commission relative aux END et est soumis au Règlement (UE) No 2018/1725.

Les données des END seront conservées pendant 10 ans à compter de la fin du détachement (2 ans pour les END dont la candidature n'a pas été retenue ou a été retirée).

En tant que personne concernée, vous avez des droits spécifiques en vertu du chapitre III (articles 14 à 25) du règlement (UE) 2018/1725, notamment le droit d'accès, de rectification ou d'effacement de vos données à caractère personnel et le droit de limiter le traitement de vos données personnelles. Le cas échéant, vous avez également le droit de vous opposer au traitement ou au droit à la portabilité des données.

Vous pouvez exercer vos droits en contactant le responsable du traitement ou, en cas de conflit, le responsable de la protection des données. Si nécessaire, vous pouvez également vous adresser au contrôleur européen de la protection des données. Leurs coordonnées sont indiquées ci-dessous.

**Informations de contact**

- **Le contrôleur de données**

Si vous souhaitez exercer vos droits en vertu du règlement (UE) 2018/1725, ou si vous avez des commentaires, des questions ou des préoccupations, ou si vous souhaitez déposer une plainte concernant la collecte et l'utilisation de vos données à caractère personnel, n'hésitez pas à contacter le contrôleur de données, HR.DDG.B.4, [HR-MAIL-B4@ec.europa.eu](mailto:HR-MAIL-B4@ec.europa.eu).

- **Le délégué à la protection des données (DPD) de la Commission**

Vous pouvez contacter le délégué à la protection des données ([DATA-PROTECTION-OFFICER@ec.europa.eu](mailto:DATA-PROTECTION-OFFICER@ec.europa.eu)) pour toute question relative au traitement de vos données à caractère personnel en vertu du règlement (UE) 2018/1725.

**- Le contrôleur européen de la protection des données (CEPD)**

Vous avez le droit de saisir le contrôleur européen de la protection des données ([edps@edps.europa.eu](mailto:edps@edps.europa.eu)) (c’est-à-dire que vous pouvez porter plainte) si vous estimez que vos droits en vertu du règlement (UE) 2018/1725 ont été violés par le contrôleur des données.

À l'attention des candidats ressortissant de pays tiers: vos données personnelles peuvent être utilisées aux fins des vérifications nécessaires.

1. Les précisions liées à la date de prise de fonctions et à la durée du détachement sont données à titre indicatif uniquement (article 4 de la décision END). [↑](#footnote-ref-1)